

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU BUREAU EUROPÉEN D'AMNESTY INTERNATIONAL

Index AI : IOR 61/011/2007 (Public)
Bulletin n° : 058
ÉFAI
27 mars 2007

UE-Asie centrale : il faut aborder les vraies questions

(Bruxelles) La présidence allemande de l'Union européenne (UE) ne devrait pas avoir peur de poser des questions ayant à voir avec les atteintes aux droits humains lors de la rencontre UE-Asie centrale, a déclaré Amnesty International à la veille des réunions qui doivent s'ouvrir au Kazakhstan.

Dans une lettre et une note à la présidence de l'UE (disponibles sur www.amnesty-eu.org), Amnesty International a donné un aperçu de ses sujets de préoccupation dans cette région du monde et demandé à la délégation de s'enquérir de la situation de prisonniers d'opinion, parmi lesquels figurent des journalistes et des membres de l'opposition.

Amnesty International est particulièrement préoccupée par la situation des droits humains en Ouzbékistan et au Turkménistan et elle a demandé à l'UE de signifier clairement aux gouvernements de ces deux pays qu'ils doivent de toute urgence s'occuper de leur bilan en matière de droits humains.

« Certains pays d'Asie centrale tentent des réformes et l'UE doit encourager ces efforts, a déclaré Dick Oosting, directeur du Bureau européen d'Amnesty International. Mais d'autres demeurent pris dans un cycle de violations des droits humains, et ignorer cela reviendrait à tourner le dos aux citoyens de ces pays. »

Amnesty International a une fois encore fait état de ses préoccupations au sujet du recours à la peine de mort. Si dans la plupart des pays d'Asie centrale de réelles mesures ont été prises en vue de l'abolition de ce châtiment, en Ouzbékistan et au Turkménistan les tribunaux continuent de prononcer des condamnations à mort.

Les renvois forcés, en particulier depuis le Kazakhstan vers la Chine sous prétexte de « guerre contre le terrorisme », constituent un autre sujet de grande préoccupation. Amnesty International a suivi le cas de plusieurs personnes, dont des réfugiés, à qui de tels renvois ont fait courir un grand risque d'être torturées.

Pendant sa tournée dans la région, l'UE devrait également étudier les moyens de renforcer les institutions judiciaires qui, à différents degrés il est vrai, demeurent fragiles dans tous les pays d'Asie centrale.

« La délégation devrait garder présent à l'esprit que dans tous ces pays des personnes attendent de l'UE qu'elle les aide à faire éclore le changement et une plus grande liberté, a conclu Dick Oosting. Il est important de leur envoyer des signes d'encouragement. »

Complément d'information

Mercredi 28 mars, une délégation de haut niveau de l'Union européenne se rendra à Astana, au Kazakhstan, pour rencontrer des homologues du Kazakhstan, du Kirghizistan, de l'Ouzbékistan, du Tadjikistan et du Turkménistan, dans le cadre des accords de partenariat et de coopération entre l'UE et les pays d'Asie centrale.